



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 29 juin 2022

Renégociations commerciales : Le rapport de l'OFPM 2022 nous rappelle la réalité inflationniste et donc l'urgence d'aboutir dans les renégociations !

Publié ce mercredi le rapport de l'Observatoire de la formation des prix et des marges démontre avec – certes un temps de retard – que la crise covid a largement profité à la grande distribution. Ce constat rend d'autant plus affligeant son comportement durant les renégociations en cours.

Le rapport de l'OFPM 2022 nous rappelle que l'augmentation des coûts de production agricole avait débuté bien avant le début de la guerre en Ukraine. Celle-ci est venue exacerber cette tendance de fonds et explique les tensions actuelles dans la chaîne d'approvisionnement. Peut-on encore nier cette réalité inflationniste ? La défense de ses parts de marché oblige-t-elle la grande distribution à mettre à genoux l'ensemble de ses fournisseurs ?

Déjà en 2021, l'ensemble des coûts de production agricole étaient orientés à la hausse. La loi EGalim 2 a permis une accélération de leur répercussion dans la chaîne de contrats, en témoigne la hausse - pour la première fois depuis 8 ans - des tarifs négociés entre les GMS et leurs fournisseurs (+ 3,5%). Mais il ne faut pas croire pour autant que la situation est réglée au niveau de l'amont agricole : sous l'effet de la guerre des parts de marché de la grande distribution, des aléas climatiques ou encore l'augmentation plus rapide des charges que des prix, les producteurs sont en souffrance dans nombre de secteurs. La décapitalisation du secteur bovin (lait et allaitant) vient le démontrer. A cela, le seul remède possible est celui d'appliquer la loi et la contractualisation. C'est par ce biais-là que nous trouverons la solution à une situation, [à nouveau illustrée par le rapport de l'OFPM] de non-couverture des indicateurs de coût de production par les prix de marché pour les agriculteurs.

La FNSEA et JA attendent également de la transparence de la part de tous les maillons, conformément à la transparence qui s'exerce sur l'amont agricole. A titre d'illustration, le secteur de la bio, qui a intégré le rapport à la suite de nos nombreuses demandes, souffre encore du peu d'informations communiquées par les distributeurs, notamment spécialisés. Nous souhaitons fermement que la crise que traverse le secteur actuellement, les incite à davantage de transparence.

A la veille d'un nouveau comité de suivi des relations commerciales et alors que beaucoup de renégociations s'enlisent avec des demandes toujours plus nombreuses de justificatifs de la part de la grande distribution, la FNSEA et JA appellent l'Etat à la plus grande fermeté pour aboutir à la renégociation de ces prix. C'est vital pour l'équilibre économique des fermes et des entreprises mais aussi pour l'approvisionnement des français !

Contacts presse :

FNSEA : Sabri Derradji – 06 21 16 80 84 – sabri.derradji@reseaufnsea.fr

JA : Gaëtan Labardin – 07 86 22 90 67 – glabardin@jeunes-agriculteurs.fr